

CENT ANS D'INDUSTRIE SUCRIERE DANS L' AISNE ET DANS L'OISE

Jean-Pierre BESSE, Guy MARIVAL

NOTICE SUR LA BETTERAVE,

CONSIDÉRÉE PRINCIPALEMENT

Sous le rapport des Bénéfices que sa culture doit procurer au Cultivateur ;

PAR P. A. J. HUET DELACROIX,
NOTAIRE A CHATEAU-THIERRY.

Prix : 1 fr. 25 cent.

DE L'IMPRIMERIE DE P. N. ROUGERON.

A PARIS,

CHEZ { LERICHE, Libraire, quai des Augustins, n.° 41;
JOHANNEAU, Libraire, rue du Coq Saint-Honoré, n.° 6;

ET A CHATEAU-THIERRY,

Chez l'AUTEUR, Bureau de la Poste aux Lettres.

1812.



(Brochure conservée à la Bibliothèque municipale de Soissons, fonds Périn n.° 1218)

La culture de la betterave à sucre tient une place essentielle dans l'agriculture picarde et la production de sucre demeure l'un des piliers de l'industrie agro-alimentaire régionale. En effet, en 1992 plus du tiers, 35 %, du sucre produit en France provient de l'Aisne, premier département producteur, de la Somme et de l'Oise.

Cette puissance de l'industrie sucrière dans notre région est un phénomène ancien, aussi avons-nous souhaité remonter à son origine et suivre son évolution jusqu'à la première guerre mondiale. C'est à dire en gros sur un siècle.

Nous nous proposons donc dans cet article de retracer les débuts difficiles dans notre région de la culture betteravière et de l'industrie qui en dépend avant d'en mesurer l'essor, à partir du milieu du siècle, au niveau de l'évolution de la surface emblavée en betteraves à sucre et du nombre des fabriques. Essor qui place aussi les agriculteurs et les industriels picards à la pointe de la modernisation et

leur confère un rôle nouveau et important dans la défense de la profession. Enfin nous essaierons de lire dans les paysages ce qu'il reste en 1993 des nombreuses sucreries fermées au fil des années.

Nous avons aussi cherché à mettre à jour les similitudes et les différences entre les deux départements. Si les points communs sont nombreux, l'industrie sucrière présente dans chacun des départements des caractères originaux qui tiennent à des facteurs multiples (géographiques, humains et économiques). Nous laissons hors de notre champ d'étude, et nous le regrettons, le département de la Somme. (1)

LES DEBUTS DE L'INDUSTRIE SUCRIERE : MYTHE ET REALITE (1811-1850)

Deux décrets de Napoléon 1er en 1811 et 1812 sont généralement considérés comme le point de départ de la culture betteravière et de l'industrie sucrière en France métropolitaine. Appréciation un peu rapide, semble-t-il, et qu'il convient de nuancer.

En fait, les recherches pour s'affranchir en France du sucre colonial remontent à plus de dix ans (le rapport du chimiste Deyeux à l'Institut date du 25 juin 1800). D'ailleurs, les travaux du Prussien Margraff qui, le premier a mis en évidence en 1747 la possibilité de produire du sucre à partir de plantes indigènes comme la betterave, ont été rapidement connus en France. Ils sont cités dans l'édition de 1765 de la Grande Encyclopédie (2).

D'autres part, la betterave est depuis quelques temps déjà connue des "agronomes" et des sociétés d'agriculture de la fin de l'Ancien Régime. Elle a été cultivée dans la France du Nord d'abord comme plante fourragère. Quand il publie en 1812 sa "Notice sur la betterave", une des premières en France et en tout cas la première en Picardie à être consacrée à cette "nouvelle" culture, l'auteur, un notaire de Château-Thierry nommé Huet-Delacroix, se présente ainsi : "Cultivateur moi-même, j'emploie depuis plusieurs années la betterave à la nourriture de mon troupeau. Ainsi, je la connaissais sous ce premier rapport, avant de m'en occuper d'extraire le sucre". (voir document n°1).

Enfin, il ne faut pas l'oublier, il s'agit avant tout d'une mesure de circonstance, qui doit contribuer au Blocus continental, c'est à dire à ruiner l'Angleterre, reine des mers, mais aussi du commerce colonial. Ainsi s'explique une politique volontariste, menée quasiment

à la hussarde. La fabrication du sucre n'a pas encore dépassé en France le stade du laboratoire. Pourtant le décret du 25 mars 1811 prévoit que le sucre de canne importé devra être remplacé par un sucre "indigène" dès le 1er janvier 1813. On manque de graines de betteraves et pourtant 32 000 hectares doivent êtreensemencés en 1811. Chacun des 130 départements de l'Empire, répartis en quatre classes, se voit attribuer un contingent : 400 hectares en 1811 pour les départements de première classe comme l'Aisne, l'Oise et la Somme. Faut-il s'étonner si les résultats de cette première campagne sont plutôt décevants ? Dans l'Aisne, par exemple, 45 hectares seulement (sur les 400 prévus) ont été effectivement cultivés. (3)

Malgré les difficultés de la campagne de 1811, le décret du 15 janvier est plus ambitieux encore : 100 000 hectares de betteraves ! L'administration impériale entreprend une véritable mobilisation agricole. Chaque commune se voit indiquer par le sous-préfet la surface à ensemenecer (voir document n° 2). Quant à l'industrie sucrière naissante, elle est encouragée par des mesures fiscales et par la création de quatre écoles de sucrerie.

Le département de l'Oise reçoit un quota de 300 hectares mais à peine plus de 10 % sera réellementensemencé : 2 hectares près de Compiègne, quelques-uns à Liancourt et autour de Songeons ainsi qu'à Saint-Just-des-Marais. Le plus difficile est, semble-t-il, de trouver la graine. De la même façon, tandis que le gouvernement préconise la création de fabriques, seuls deux négociants de Senlis s'y essaient. Cultivateurs et fabricants, en outre, ont beaucoup de difficultés à se mettre d'accord sur un prix. Aussi, lorsque pour la campagne de 1813 les deux négociants s'efforcent de relancer la production, aucun cultivateur ne suit. C'est la fin du premier cycle dans l'Oise, le second ne commence

que quinze ans plus tard (4).

Dans l'Aisne, le projet napoléonien est mieux suivi. Au total huit licences pour la fabrication sont accordées pour le département entre 1811 et 1813. Grâce à la correspondance conservée aux Archives Nationales, on peut dresser une sociologie de ces premiers fabricants. Première constatation : il faut distinguer entre les "agronomes" comme Huet-Delacroix à Château-Thierry déjà cité et les "capitalistes". Mais les deux catégories ont souvent en commun d'avoir profité de la Révolution pour acquérir des biens nationaux. Le seul véritable agriculteur du groupe. Cougouille, installé à Gouy (canton du Câtelet) sa fabrique dans une dépendance de sa ferme, l'ancienne abbaye prémontrée de Mont-Saint-Martin. Plusieurs fabricants sont de véritables entrepreneurs capitalistes. Ainsi, deux manufacturiers de Saint-Quentin diversifient leurs activités en passant du textile au sucre : en 1813, Arpin installe une fabrique à côté de sa filature de Roupy et Brindeau-Carliet en crée une autre à Rogny, près de Marle, non loin des trois fermes avec 1400 arpents qu'il a achetées dans les communes voisines (5). A Soissons et à Vailly-sur-Aisne, deux fabriques sont créées par deux négociants parisiens représentant à Dantzig la maison Andriet. Appuyant leur demande de licence en avril 1812, le Préfet de l'Aisne précise qu'ils sont également "intéressés dans l'établissement de sucre de canne existant à Douai". Non propriétaires dans la région, les deux entrepreneurs connaissent des déboires pour assurer l'approvisionnement de leurs fabriques. Dans une lettre non datée (mais vraisemblablement du début 1813), le fabricant de Soissons se plaint au Ministre des Manufactures de du Commerce du peu d'empressement des cultivateurs de la région à amener leurs betteraves à la fabrique malgré les prix proposés : "Ils ont préféré, écrit-il, donner les racines à leurs bes-

tiaux, alléguant la difficulté des transports" avant de conclure "cette pénurie nous a forcé à chercher ailleurs pour occuper notre temps et nos capitaux. Si nous connaissions quelques cantons de la France où il y eût des betteraves à vendre, nous irions en acheter" (6).

Il est difficile de dire quelle a été la production réelle des huit premières fabriques du département de l'Aisne. Fabriquer du sucre ne s'improvise pas ! Début décembre 1813, alors que la campagne sucrière bat son plein, un inspecteur des Manufactures que le ministre a chargé de visiter les fabriques du département ne prend la peine de s'arrêter que dans les deux plus importantes, à Roupy et à Mont-Saint-Martin. Il ne tarit pas d'éloges sur ce dernier établissement : "L'entrepreneur suit les instructions de M. Delessert avec lequel il est associé. Le sucre déjà obtenu m'a paru assez beau. M. Cougouille a bien voulu prendre quelques notes et écouter quelques conseils que je lui ai donnés. Je lui en sais d'autant plus gré qu'il en avait moins besoin. Il exploitera cette année 4 millions (de kilogrammes) de betteraves et pourra fournir au commerce la quantité de sucre brut qu'il a annoncée." (7)

En fait cette campagne 1813-1814 ne donnera pas les résultats escomptés. Quelques semaines après la visite de l'inspecteur Mulot, commence l'invasion par les troupes alliées. Entre Laon et Soissons, les derniers champs de bataille de Napoléon sont aussi des champs de betteraves.

Après la chute de l'Empire, l'industrie sucrière semble disparaître complètement dans l'Aisne et dans l'Oise pour une dizaine d'années (8). Quelques fanatiques du sucre indigène poursuivent cependant leurs recherches. Ainsi, à Arras, François Crespel-Delisse (1789-1864) qui a fabriqué du sucre de betterave avant même le premier décret de Napoléon. Améliorant les procédés de fabrication, il en fait une affaire rentable (9). Il prospecte les terres à

betteraves dans les départements du Nord de la France, cultive plus de 1500 hectares et se retrouve vers 1830 à la tête de huit fabriques de sucre.

Dans l'Aisne, il fonde avant 1824 à Villequier-Aumont une fabrique qui emploie 30 ouvriers et produit environ 100 000 kilogrammes de sucre

Laon, le 7 Mars 1812.

Monsieur le MAIRE

VOUS avez eu connaissance de l'Arrêté pris le 17 Février dernier par M. le Préfet, conformément au Décret Impérial du 15 Janvier, ledit Arrêté portant qu'il seraensemencé dans l'Arrondissement de Laon 265 hectares en Betteraves pour la fabrication du Sucre.

Je vous préviens que votre Commune a été comprise pour 5. hectares dans la répartition que je viens de faire. Vous distribuerez cette quantité entre les Cultivateurs et Propriétaires de votre Commune qui seraient dans le cas de se livrer à la culture de la Betterave : vous leur ferez sentir les avantages certains et nombreux qui en résulteront sur-tout pour ceux qui s'en occuperont les premiers, et vos efforts pourront déterminer des spéculateurs à élever des fabriques par la certitude de trouver près d'eux les matières nécessaires à les alimenter.

Je vous invite également à vous assurer que les dispositions de l'art. 2 de l'Arrêté de M. le Préfet reçoivent leur entière exécution et à me rendre compte des mesures que vous aurez prises, en m'adressant un Etat nominatif des Cultivateurs entre lesquels la répartition aura été faite. Si quelques-uns d'entr'eux éprouvaient des difficultés pour se procurer de la graine de Betterave, ils pourront se présenter à mon Bureau pour en avoir.

J'espère, Monsieur, que vous ne négligerez rien pour seconder dans cette circonstance les vues du Gouvernement, en vous servant de l'influence que vous avez dans votre Commune pour encourager une culture qui doit nous affranchir d'un tribut onéreux et augmenter nos richesses territoriales.

Je compte sur votre zèle et vos efforts, et me réserve d'en faire connaître les résultats à M. le Préfet.

Veillez bien m'accuser réception de cette Lettre.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée,

L'Auditeur Sous-Préfet

GOULLIART.

M. le Maire de la Commune de Laon.

brut (10). Dans l'Oise, Crepel reprend en 1831 la fabrique de Francières fondée dix-huit mois plus tôt par un cultivateur local Auguste-César Thirial (11). En 1835, on le retrouve également propriétaire de la fabrique de Villeselve. Dans son établissement d'Arras, Crespel accueille des visiteurs venus de France, d'Allemagne et même de Russie et les initie à l'art de fabriquer le sucre de betterave. L'un de ses disciples au moins, Charles Delvigne, est originaire de l'Aisne. A son tour, entre 1824 et 1837, il ne fonde pas moins de six fabriques et plusieurs distilleries dans le Saint-Quentinois et dans la Somme. Quand il présente sa candidature pour l'Exposition universelle de Paris en 1855, il ne manque pas d'affirmer : "M. Crespel est le seul fabricant qui ait commencé avant moi en France ; je suis le premier pour le département de l'Aisne" (12).

Dans l'Oise, Louis Graves, une fois encore notre source principale, mentionne bien une première sucrerie à Pont-L'Évêque, près de Noyon en 1825 mais on n'en trouve mention nulle part ailleurs. La première fabrique de sucre dans le département semble donc être l'usine fondée en 1828 à Villeselve par Larcanger, maire de la commune, associé à l'origine à Messieurs Torchon de Choqueux et de Louvencourt. Ce dernier se retire peu de temps après de l'affaire. D'après Graves, la culture et la fabrique occupent 240 ouvriers (13).

En 1829, trois sucreries sont fondées : celles de Villeneuve-sur-Verberie dite du Murguet dans l'écart de Noël-Saint-Martin. C'est Jacques-Claude Duvivier de Verberie qui exploite cette fabrique, qui produit en 1833 17500 kilogrammes de sucre brut livré aux raffineries parisiennes (14). La seconde est celle que Paffe installe à Appilly à proximité du canal latéral de l'Oise, de création récente, qui favorisait l'approvisionnement en combustible (15) et la troisième est celle créée par Gabriel Bazin dans

sa ferme-école du Mesnil-Saint-Firmin (16). En 1830 est fondée l'usine de Francières, déjà citée, et en 1834 trois nouvelles sucreries naissent, celles de Montmartin, de Muirancourt et de Libermont. L'Annuaire statistique et administratif de l'Oise de 1837 dresse la liste des établissements industriels existant dans le département au mois de juillet 1835. Dans la deuxième section, produits alimentaires, figurent huit sucreries employant au total 337 ouvriers et produisant 668 800 kilogrammes de sucre brut (17). Une note signale que trois nouvelles usines sont en constitution à Bornel, à Bresles et à Noyon.

Mais jusqu'au milieu du XIXe siècle, le sucre indigène, comme on dit alors, souffre de la concurrence avec le sucre de canne et reste à la merci d'une législation discriminatoire, inspirée par les planteurs des colonies. Le nombre de fabriques dans l'Aisne oscille entre 36 en 1836 et 32 en 1848, avec un maximum de 51 en 1842, vite suivi d'un effondrement : 29 fabriques seulement en 1844 (18).

Un autre facteur pousse malgré tout au triomphe de la betterave. C'est l'engouement dont elle bénéficie chez les agriculteurs éclairés, qui voient très vite en elle plus qu'une plante industrielle, plus qu'une plante fourragère. Dès les années 1830-1840, la betterave sucrière est perçue comme le moteur de la révolution agricole. Elle est parée de toutes les vertus : tête d'assolement, elle nettoie le terrain pour les céréales ; par les qualités nutritives de ses pulpes et non plus seulement de ses feuilles, elle permet l'engraissement d'animaux dont la vente est fort lucrative. Dans les réunions de comices agricoles, certains agriculteurs se font les propagandistes d'une culture qui, comme dit l'un d'entre eux, est "appelée à produire dans une proche avenir une immense révolution dans l'agriculture française" (19). En 1862, un membre de la Société d'Agriculture de Compiègne ré-

sume bien l'enthousiasme des cultivateurs pour la plante "nouvelle" dans un rapport non exempt de lyrisme où il déclare "Il y a quelques années à peine partout on voyait l'assolement triennal avec jachère... Le travail manquait partout et partout les indigents étaient en grand nombre ... Aujourd'hui tout a changé : la betterave, la racine par excellence, la betterave régénératrice de l'agriculture est le véritable premier principe de toutes les améliorations que nous aurons à vous signaler... Grâce à la betterave, grâce à tous les perfectionnements agricoles qu'elle comporte, vous voyez partout et en tous temps le travail et quelquefois l'abondance" (20). Aussi voit-on quelques voisins s'associer dans des sociétés en commandite pour se lancer dans l'industrie sucrière. A la différence des fabriques de la période napoléonienne, où les capitaux venaient souvent de l'étranger, ces sociétés sucrières sont généralement contrôlées par les agriculteurs eux-mêmes. Ainsi, la capital foncier apprivoise l'investissement industriel avec une industrie de proximité, sans faubourgs ouvriers. C'est en quelque sorte l'usine à la ferme. Après l'âge des chimistes sucriers, voici l'âge des betteraviers.

L'ESSOR (1850-1814)

A partir du Second Empire, la betterave gagne sans cesse du terrain, débordant le Saint-Quentinois et la région de Chauny où elle s'était jusque là essentiellement cantonnée.

	1858	1866
Arr. de Laon	5 782 ha	12 070 ha
Arr. de St Quentin	7 524	11 827
Arr. de Soissons	5 806	4 900
Arr. de Vervins	902	1678
Arr. de Château-Thierry	162	600

Même phénomène dans l'Oise. Alors que, jusqu'en 1850, la betterave est encore uniquement implantée dans le Noyonnais, entre 1850 et 1860 elle s'é-

tend à tout le reste du département en particulier à tout l'arrondissement de Compiègne et à celui de Senlis. Toutefois l'arrondissement de Beauvais restera toujours peu concerné par la "nouvelle" culture. En 1904, par exemple la répartition par arrondissement dans le département de l'Oise s'établit ainsi (21) :

Arr. de Beauvais	928 ha
Arr. de Clermont	5 108 ha
Arr. de Compiègne	9 060 ha
Arr. de Senlis	9 244 ha

Après 1880, l'Aisne s'installe à la première place des départements betteraviers français, détrônant le Nord, avec 61348 ha (20 % des emblavements de la France entière), l'Oise ne vient à la cinquième place avec 24000 hectares, derrière le Pas-de-Calais et la Somme. Mais en 1892 alors que la surface emblavée a considérablement diminué dans l'Aisne (53 698 ha) elle continue de progresser, certes très faiblement, dans l'Oise (25 000 ha).

Le nombre de fabriques a naturellement suivi la progression de la betterave.

	AISNE	OISE
1852	32	
1856	55	17
1866	72	23
1872	87	39
1880	91	38
1882	91	37
1884	87	35
1892	79	28
1900	74	30
1913	51	20 (22)

Un fait nouveau accompagne cet essor. Jusqu'alors, le Nord était le moteur du secteur betteravier et sucrier. Désormais, l'Aisne et l'Oise deviennent des terres pionnières où se font les innovations.

Depuis le milieu du siècle, l'industrie sucrière connaît une véritable révolution. De nouveaux procédés (turbinage en 1853, mise au point de

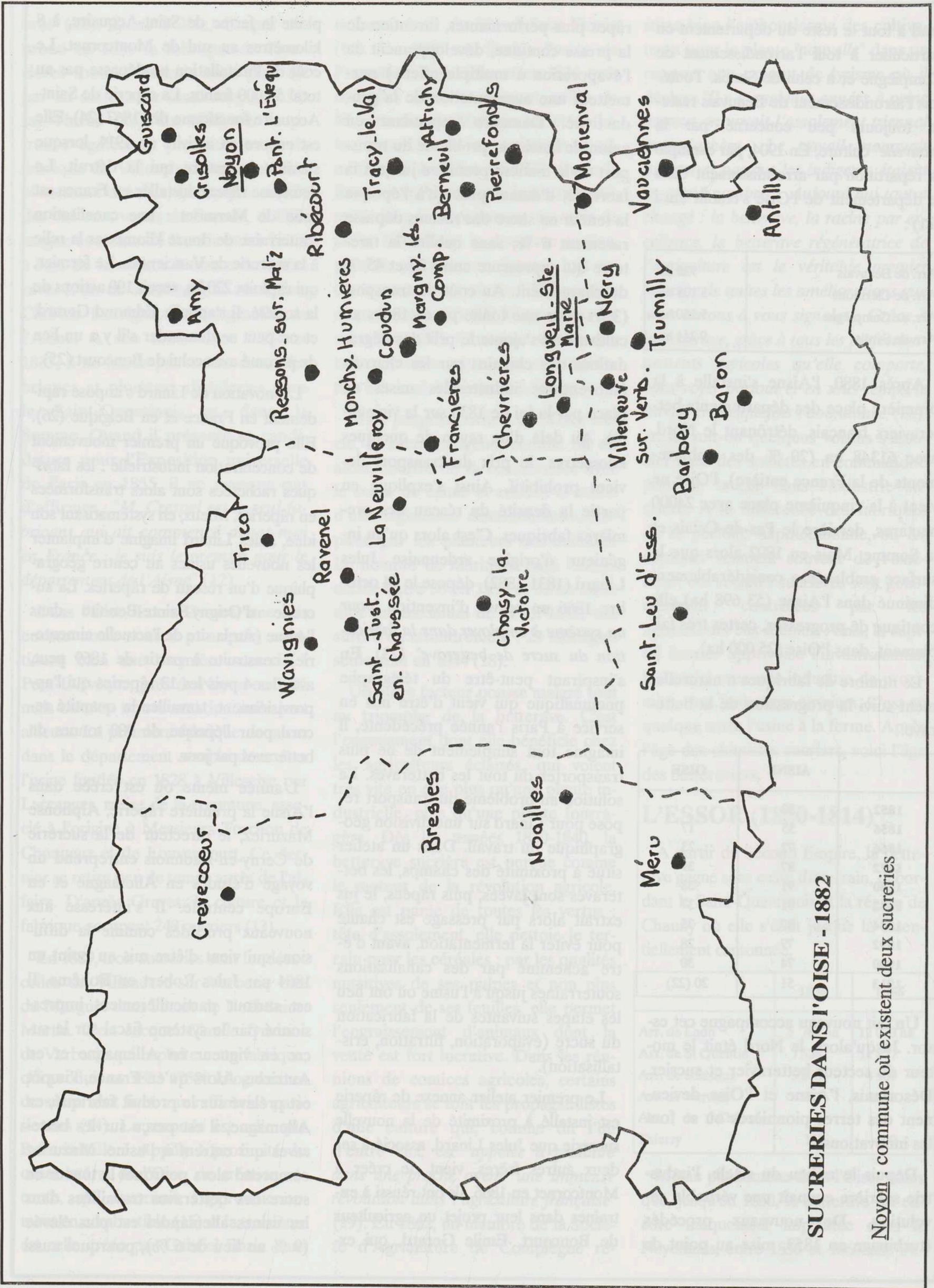
râpes plus performantes, invention de la presse continue, développement de l'évaporation à multiple effet...) permettent une augmentation de la productivité. Demeure cependant en amont le lancinant problème du transport de la matière première jusqu'à la fabrique, d'autant plus qu'à l'époque la teneur en sucre des racines dépasse rarement 6 %, sans oublier la tare-terre qui représente entre 20 et 45 % du chargement. Au coût du transport (3 frs pour une tonne payée 18 frs au cultivateur) s'ajoute le prix des dégradations des chemins par les charrois (subventions industrielles mises en place par la loi de 1836 sur la vicinalité). Au delà d'un rayon de quelques kilomètres, le prix du transport devient prohibitif. Ainsi s'explique en partie la densité du réseau des premières fabriques. C'est alors qu'un ingénieur d'origine ardennaise Jules Linard (1831-1882), dépose le 24 octobre 1866 un brevet d'invention "pour un système à employer dans la fabrication du sucre de betterave" (23). En s'inspirant peut-être du télégraphe pneumatique qui vient d'être mis en service à Paris l'année précédente, il imagine tout simplement de ne plus transporter du tout les betteraves. La solution au problème du transport repose pour Linard sur une division géographique du travail. Dans un atelier situé à proximité des champs, les betteraves sont lavées, puis râpées, le jus extrait alors par pressage est chaulé pour éviter la fermentation, avant d'être acheminé par des canalisations souterraines jusqu'à l'usine où ont lieu les étapes suivantes de la fabrication du sucre (évaporation, filtration, cristallisation).

Le premier atelier annexe de râperie est installé à proximité de la nouvelle sucrerie que Jules Linard, associé à ses deux autres frères, vient de créer à Montcornet en 1866. Ils ont réussi à entraîner dans leur projet un agriculteur de Boncourt, Emile Gerard, qui ex-

ploite la ferme de Saint-Acquaire, à 8 kilomètres au sud de Montcornet. Le coût de l'installation ne dépasse pas au total 50 000 francs. La râperie de Saint-Acquaire fonctionne dès 1867 (24). Elle est encore en activité en 1914, lorsque survient la guerre qui la détruit. La deuxième râperie installée en France est celle de Mermont : une canalisation souterraine de douze kilomètres la relie à la sucrerie de Vauciennes. Le fermier, qui exploite 220 ha, reçoit 100 actions de la société. Il s'appelle Edmond Gerard, et on peut se demander s'il y a un lien de parenté avec celui de Boncourt (25).

L'innovation de Linard s'impose rapidement en France et en Belgique (26). Elle provoque un premier mouvement de concentration industrielle : les fabriques rachetées sont alors transformées en râperies. Mieux, en systématisant son idée, Jules Linard imagine d'implanter les nouvelles usines au centre géographique d'un réseau de râperies. La sucrerie d'Origny-Sainte-Benoite dans l'Aisne (sur la site de l'actuelle cimenterie) construite à partir de 1869 peut, avec les 4 puis les 13 râperies qui l'approvisionnent, travailler la quantité record pour l'époque de 900 tonnes de betteraves par jour.

L'année même où est créée dans l'Aisne la première râperie, Alphonse Mazuriez, le directeur de la sucrerie de Cerny-en-Laonnois entreprend un voyage d'études en Allemagne et en Europe centrale. Il s'intéresse aux nouveaux procédés comme la diffusion, qui vient d'être mis au point en 1864 par Jules Robert en Bohême. Il est surtout particulièrement impressionné par le système fiscal sur le sucre en vigueur en Allemagne et en Autriche. Alors qu'en France, l'impôt est prélevé sur le produit fabriqué, en Allemagne, il est perçu sur les betteraves qui entrent à l'usine. Mazuriez comprend alors pourquoi la teneur en sucre des betteraves travaillées dans les usines allemandes est plus élevée (9 % au lieu de 6 %), pourquoi aussi



SUCRERIES DANS L'OISE - 1882

Noyon : commune où existent deux sucreries



1885 - 87 sucreries

○ Sucrerie sans diffusion
● Sucrerie avec diffusion

1 à 7 : Arrondissement de Vervins

- 1 - Vervins
- 2 - La Neuville-Housset
- 3 - Monceau-le-Neuf (Faucouzy)
- 4 - Guise (Flavigny-le-Petit)
- 5 - Villers-les-Guise
- 6 - Oisy
- 7 - Vaux-Andigny

8 à 38 : Arrondissement de Saint-Quentin

- 8 - Prémont
- 9 - Bohain
- 10 - Etaves-et-Bocquiaux
- 11 - Fresnoy-le-Grand
- 12 - Monbrehain
- 13 - Beaufort (Ponchaux)
- 14 - Gouy (Saint-Martin)
- 15 - Vendhuile
- 16 - Hargicourt
- 17 - Nauray (Etrécourt)
- 18 - Pontru
- 19 - Atilly (Marteville)
- 20 - Foreste
- 21 - Douchy
- 22 - Villers-Saint-Christophe
- 23 - Saint-Simon
- 24 - Flavy-le-Martel
- 25 - Montescourt-Lizerolles
- 26 - Clastres
- 27 - Seraucourt
- 28 - Seraucourt (Le Hamel)
- 29 - Dailon
- 30 - Grugies
- 31 - Omissy
- 32 - Lesdins et Omissy
- 33 - Fonsommes (Courcelles)
- 34 - Origny-Sainte-Benoite
- 35 - Ribemont
- 36 - Séry-les-Mézières
- 37 - Cheveris-Monceau
- 38 - La Ferte-Cheveris (Puisants)

39 à 75 : Arrondissement de Laon

- 39 - Pouilly-sur-Serre
- 40 - Mesbrecourt-Richecourt
- 41 - Nouvion-et-Catillon
- 42 - Nouvion-le-Comte
- 43 - Mayot
- 44 - Liez

45 - Quessy

- 45 - Quessy
- 46 - Tergnier
- 47 - Viry-Noureuil (Rouez)
- 48 - Chauny
- 49 - Ognés
- 50 - Sinceny
- 51 - Barisis-aux-Bois
- 52 - Bertaucourt-Epouardon (Montrouge)
- 53 - Crépy
- 54 - Aulnois-sous-Laon
- 55 - Aulnois-sous-Laon
- 56 - Laon (Saint-Marcel)
- 57 - Chamby (Puisieux)
- 58 - Missy-les-Pierrepont
- 59 - Touits-et-Attencourt
- 60 - Autremencourt
- 61 - Marle
- 62 - Tavaux-et-Portécourt
- 63 - Montcornet
- 64 - Clermont-les-Fermes
- 65 - Dizy-le-Gros
- 66 - Saint-Erme-Outre-et-Famecourt
- 67 - Berry-au-Bac
- 68 - Maizy
- 69 - Cerny-en-Laonnois
- 70 - Anizy-le-Château
- 71 - Quincy-Basse
- 72 - Coucy-le-Château-Auffrique
- 73 - Coucy-le-Château-Auffrique (Nogent)
- 74 - Trosly-Loire
- 75 - Biérancourt

76 à 85 : Arrondissement de Soissons

- 76 - Berry-Rivière
- 77 - Pommiers
- 78 - Terry-Sorry
- 79 - Margival
- 80 - Vailly-sur-Aisne
- 81 - Braine
- 82 - Ciry-Salsogne
- 83 - Villeneuve-Saint-Germain
- 84 - Noyant-et-Aconin
- 85 - Verzy

86 à 87 : Arrondissement de Château-Thierry

- 86 - Neuilly-Saint-Front
- 87 - Château-Thierry

(Source : Annuaire de l'Aisne - 1885)

SUCRERIES DANS L' AISNE 1885

(G. MARIVAL, L'Aisne et le sucre, p. 50-51.)

la production sucrière du concurrent d'Outre-Rhin progresse aussi rapidement depuis quelques années. Pendant plus de quinze ans, il devient le militant inlassable de la révision de la loi sur les sucres. Le 29 juillet 1884, il obtient enfin gain de cause lorsque la Chambre des députés vote une loi inspirée du système allemand. La production sucrière française reçoit un véritable coup de fouet et atteint un million de tonnes en 1900. Pour la première fois en France, vient de se manifester un lobby sucrier qui a travaillé l'opinion et le Parlement. A la Chambre, le rapporteur du projet de loi est Henri Villain, député de l'Aisne, mais aussi fabricant de sucre. Il possède notamment l'usine de Mont-Saint-Martin installée sur le site de l'une des huit premières fabriques napoléoniennes (27).

Une autre conséquence de la loi de 1884 est la généralisation de la diffusion qui remplace quasiment partout avant la fin du siècle l'ancienne technique du pressage. Le nouveau procédé qui consiste à extraire par osmose à 80 degrés le sucre des betteraves coupées en lamelles, appelées cossettes, est beaucoup plus productif, mais il coûte cher et il nécessite un certain savoir-faire. Plusieurs sucreries d'adoptent avant 1884. La première batterie de diffusion française est installée en 1876 dans l'Oise, par François-Ferdinand Quarez dans sa sucrerie de Villeneuve-sur-Verberie. Vers 1850, la société Prevote-Quarez et Cie, dont le siège est à Valenciennes, a repris à Madame Duvivier la fabrique créée en 1829 par son mari. A partir de 1864, François-Ferdinand Quarez, né à Bruay-sur-l'Escaut, reprend seul l'exploitation. Une partie du personnel d'encadrement vient de l'Aisne (28). Il serait d'ailleurs intéressant d'étudier la mobilité géographique des fabricants de sucre et du personnel qualifié employé dans les fabriques. Quatre ans plus tard, c'est au tour de l'usine

de Vauciennes d'être montée en diffusion pour un investissement de 140 000 francs (29).

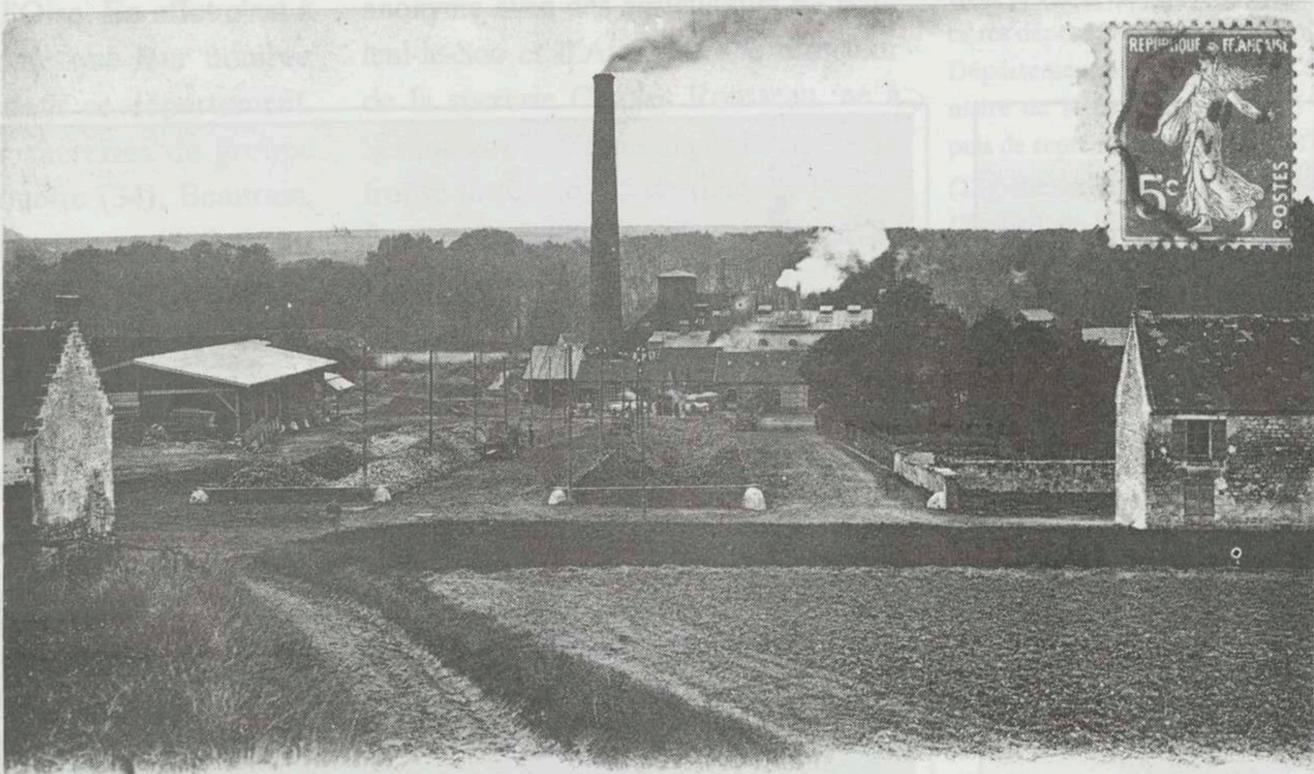
Mais les résultats de cette nouvelle technique dépendent largement de la qualité de la betterave travaillée, tout autant que de la cossette elle-même. Les meilleurs couteaux de diffusion sont fabriqués en Allemagne. Un fabricant de limes installé à Charmes, près de la Fère, Alfred Maguin (1851-1935) dépose en octobre 1880 son premier brevet d'invention pour un *"couteau à double effet pour couper la betteraves servant à la fabrication du sucre par le système de la diffusion"* (30). Le couteau Maguin est à la base du rapide succès de l'entreprise de Charmes qui au fil des années complète sa gamme de matériel de sucrerie : porte-couteaux, coupe-racines, roues à betteraves, lavoirs... De 30 ouvriers et employés en 1878, elle passe à 400 en 1900. Frappée par la crise sucrière après 1902, Maguin cherche alors à se diversifier en fabricant des moteurs, des bicyclettes ou des cuisines roulantes pour l'armée française (31).

Quant à améliorer la qualité de la betterave, depuis 1878, la famille Fouquier d'Hérouel s'en préoccupe. Descendant d'une grande famille du Vermandois. Antoine-Jules Fouquier (1828-1892) exploite près de Laon deux fermes, où il introduit avec succès la betterave sucrière. Il participe à la création de plusieurs fabriques, à commencer par celle d'Aulnois-sous-Laon en 1860. Parce qu'il est en même temps producteur de betteraves et producteur de sucre, il cherche à obtenir une betterave qui pourrait satisfaire à la fois l'agriculteur et l'industriel, une betterave qui *"commencerait à faire le sucre dans le champ"* (32). Procédant par sélections successives des porte-graines, il obtient une teneur en sucre qui dépasse parfois 20 %. En 1891, pour se consacrer en grand à la graine de betterave,

il acquiert les 420 hectares de la ferme de Remicourt (commune d'Amifontaine). A sa mort, l'année suivante, son fils René lui succède sur l'exploitation. Il poursuit la mise au point d'une variété particulièrement appréciée jusqu'en 1914 en France et à l'étranger, la *"betterave Fouquier D'Hérouel"* qui est plantée sur tous les continents. Dans l'Aisne, d'autres semenciers suivent ses traces : dans le Laonnois, Legras à Besny-Loisy, Simon à Vivaise, Menneson près d'Anisy, et dans le Soissonnais, la société Say à Belleu.

Autre signe de cette appropriation de la betterave à sucre par l'Aisne et l'Oise, la liste des dirigeants du Comité Central des Fabricants de sucre, puis du Syndicat des Fabricants de sucre. De 1867 à 1887, le président du Comité est un agriculteur-fabricant de l'Aisne, François Georges. Par la suite, on trouve Alphonse Mazuriez, l'homme de la loi de 1884, puis un autre axonais, Victor Viéville, puis le gérant de la sucrerie de Vauciennes, Edouard de Cornois, qui a succédé en 1894 à la tête de la sucrerie à son beau-père César Niay agriculteur et fabricant de sucre à Faucouzi dans l'Aisne (33).

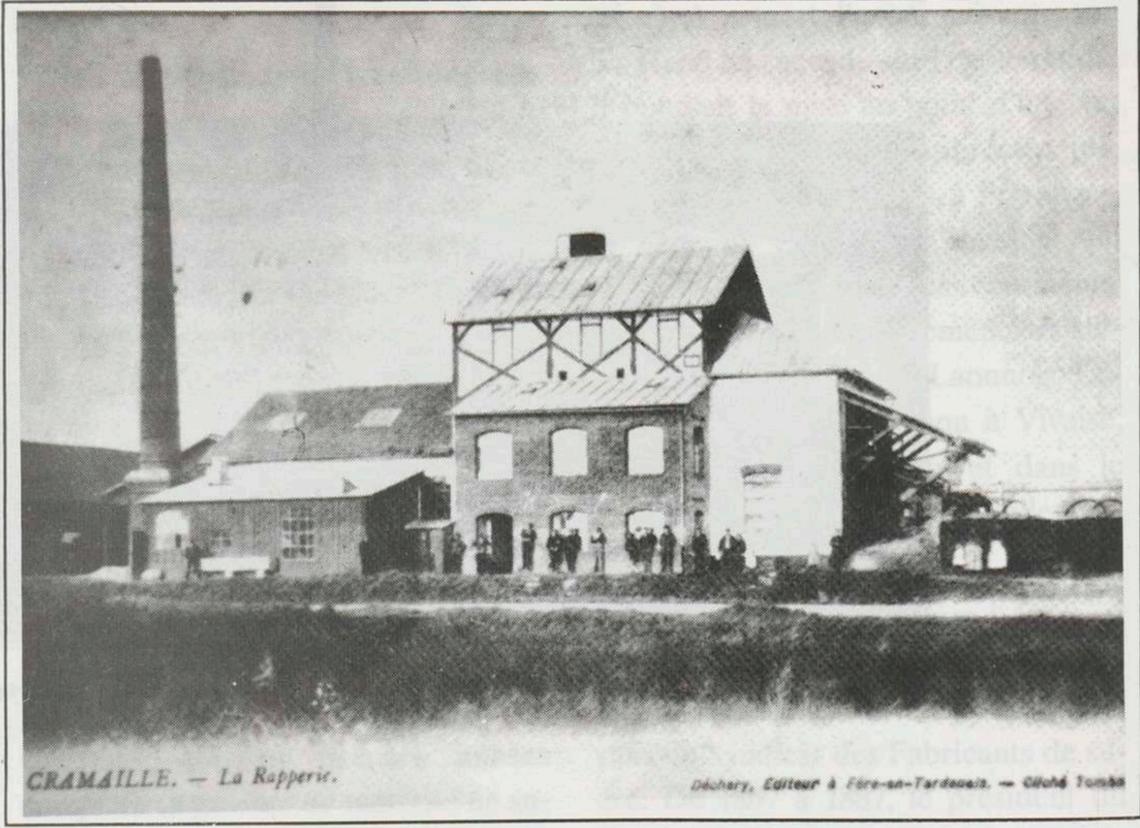
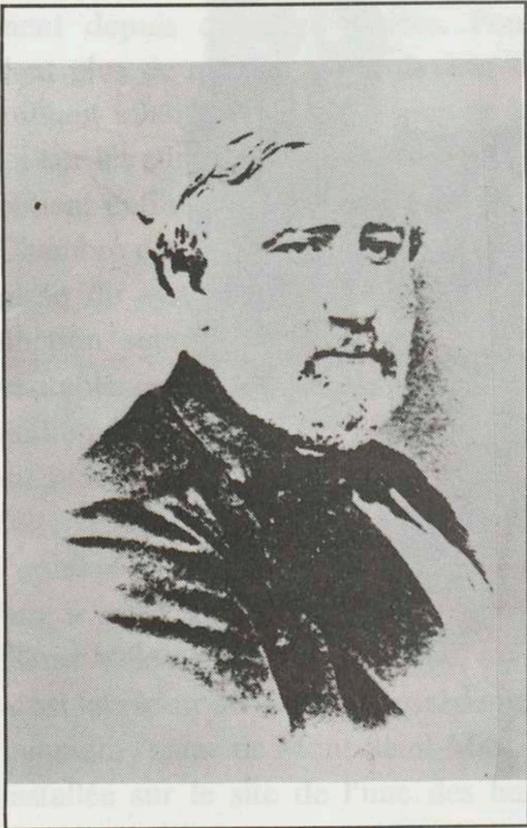
Ces améliorations techniques et la législation nouvelle, ainsi que le développement de la consommation de sucre ont favorisé l'essor de la production betteravière et sucrière. Mais cette croissance se transforme très rapidement en surproduction. Ce n'est certes pas un phénomène uniquement français : la Conférence Internationale de Bruxelles en 1902 tente de la régler. Celle-ci libéralise complètement la culture de la betterave et la production de sucre. Toutes les primes directes ou indirectes sont supprimées et un impôt nouveau est établi qui porte sur le sucre effectivement produit. Plus que le passage à la diffusion, c'est la Conférence de Bruxelles qui porte le coup de grâce à quelques-unes des sucreries dans le



16 - Monchy-Humières (Oise) — La Sucrierie

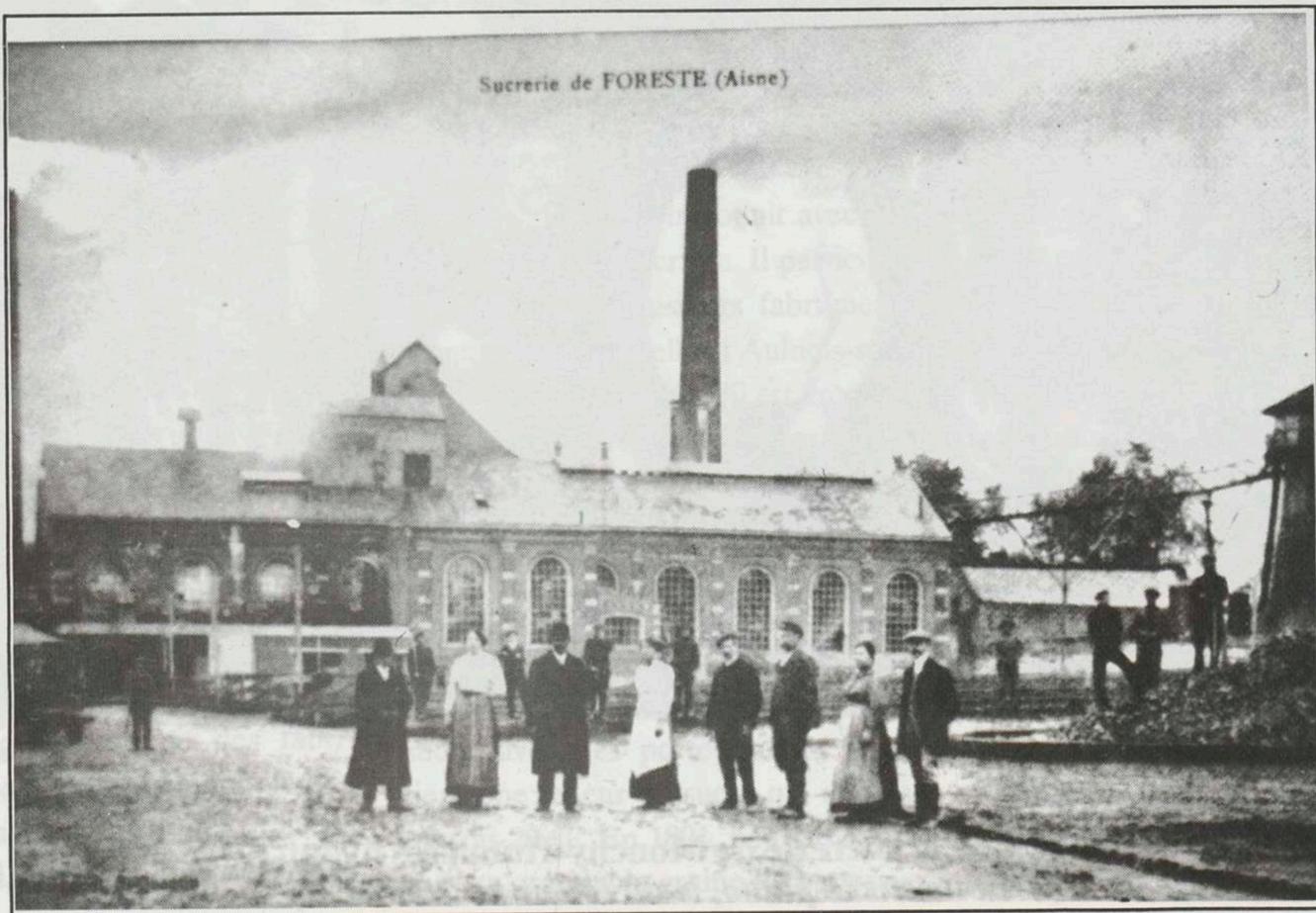


Ouvriers de la sucrierie de Monchy-Humières avant 1914
(à droite sur la photo, le directeur M. Moreaux)



Jules LINARD (1831-1882)

Originaire des Ardennes, cet ingénieur inventif (il ne dépose pas moins de douze brevets portant sur la fabrication du sucre) réussit à créer avec ses deux frères Fulgence et Désiré un début d'empire sucrier qui compte, vers 1870, les usines d'Auffay (Seine-Maritime), Saint-Germainmont (1864), Cambrai, et dans l'Aisne, Montcornet (1866) et Origny-Sainte-Benoite (1869).



département de l'Oise. En effet c'est à partir de cette date que leur nombre diminue le plus dans ce département. Par exemple, les sucreries du groupe de Georges Lalouette (34), Beaurain, Barbery et Baron, engagent dans un premier temps, en 1903, des investissements pour se lancer dans la distillerie, puis sont obligées de cesser leurs activités en 1905 (35). Même cas de figure pour la sucrerie d'Antilly, dont le président du Conseil d'administration est aussi Georges Lalouette, un des actionnaires principaux. Lors de l'assemblée générale de novembre 1902, celui-ci dénonce la Convention de Bruxelles à cause de qui "l'industrie sucrière se trouve dans une situation telle qu'il faudrait payer la betterave très bon marché pour couvrir les frais de fabrication". En janvier 1903, il obtient du C.A. l'autorisation d'engager une dépense de 100 000 francs pour installer une distillerie, somme prise sur les ressources de la société. Pourtant en avril 1910 la sucrerie Say prend le contrôle de l'usine d'Antilly qui est aussitôt fermée (36).

La loi de 1884 et le développement de la technique de la diffusion conduisent aussi à une modification des structures des sucreries. Il serait trop long d'analyser ici l'évolution des rapports entre les cultivateurs et les industriels, ils ne semblent pas aussi antagonistes que certains l'affirment. Daniel Coret a montré le rôle des agriculteurs dans la modernisation de la sucrerie de Vauciennes au tournant du siècle (37). Les fabriques aux mains des agriculteurs sont les plus nombreuses, et ceux-ci réunissent à franchir l'obstacle de la diffusion en transformant leur entreprise familiale en société anonyme. Mais des sociétés anonymes dans lesquelles les nouveaux capitaux sont fournis par des agriculteurs locaux. La sucrerie de Froyères (commune de Choisy-la-Victoire) en est l'exemple le plus net. L'agriculteur Louis-Th. Boullenger, propriétaire de la sucrerie, crée en juillet 1898 une société

anonyme avec des agriculteurs de Bailleur-le-Soc et d'Avrigny et le directeur de la sucrerie Charles Rousseau, né à Sérancourt-le-Grand dans l'Aisne. On trouve le même cas de figure à Pierrefonds par exemple autour de la famille Delahaye.

La première guerre mondiale frappe durement l'industrie sucrière picarde. Dans l'Oise sur les vingt sucreries qui existaient en 1913, huit seulement fonctionnent en 1919. La situation est encore plus catastrophique dans l'Aisne : sur les 51 usines d'avant-guerre, pas une seule n'est en état de faire la campagne 1919-1920 ! Mais la reconstruction des années vingt se traduit par une modernisation de l'outillage et surtout par une formidable concentration industrielle dont témoignent les nouvelles usines de Bucy-le-Long et d'Aulnois dans l'Aisne et d'Eppeville dans la Somme (38).

NOTES :

- (1) Il existe sur la question, pour ce département, un mémoire de maîtrise soutenu en 1988 par Thierry Dupont à l'Université d'Amiens et intitulé "Naissance et essor de l'industrie sucrière dans la Somme".
- (2) Tome VI, article "Sucre".
- (3) Arch. Nat. F12 2314, tableau adressé au Ministre de l'Intérieur le 7 septembre 1811.
- (4) Initiatives agricoles, Cahiers de l'Ecomusée du Beauvaisis, n° 9, 1985, p. 31.
- (5) Arch. Nat. F12 2314.
- (6) Arch. Nat. F12 2314
- (7) Arch. Nat. F12 2314.
- (8) La fabrique de Mont-Saint-Martin est citée dans la Statistique de l'Aisne de Brayer comme "subsistant encore" en 1824 ; mais cela ne signifie pas qu'elle a fonctionné sans interruption depuis la chute de Napoléon. D'autre part, dans la famille Terninck, célèbre dynastie sucrière de la région de Chauny, la tradition familiale rapporte que le matériel de la fabrique de Roupay a été réinstallé "vers 1820" dans la ferme de Rouez (commune de Viry-Nouereuil).
- (9) Sur Crespel, voir Baxa/Bruhns, Zucker im Leber der Völker, Berlin 1967, p. 146-150.
- (10) Brayer, Statistique du département de l'Aisne, Laon, 1824, p. 307.
- (11) Sur la sucrerie de Francières, on peut consulter le Précis statistique du canton d'Estreées-Saint-Denis de Louis Graves, Beauvais,

1832, p. 130 et les Archives Municipales de Francières déposées à l'annexe de Senlis des Archives Départementales. Auguste César-Thirial fut maire de la commune de 1815 à octobre 1831 puis de septembre 1832 à juin 1837.

- (12) Bibliothèque de Saint-Quentin, GL 445 (Recueil de documents du Comité de Saint-Quentin pour l'exposition universelle de 1855) p. 362-363.
- (13) Précis statistique du canton de Guiscard, Beauvais, 1832, p. 78.
- (14) Graves Louis, Précis statistique du canton de Pont-Sainte-Maxence, Beauvais, 1834, p. 179.
- (15) Graves Louis, Précis statistique du canton de Noyon, Beauvais, 1851, p. 224.
- (16) Initiatives agricoles, Cahiers de l'Ecomusée du Beauvaisis, n° 9, 1985, p. 7 à 11.
- (17) p. 317 à 363
- (18) Statistiques provenant des Annuaire du département de l'Aisne.
- (19) Rapport de Charles Severin, agriculteur au Verguier, devant le bureau du Comité agricole de Saint-Quentin en 1858, publié par Guy Marival, *l'Aisne et le sucre d'hier à aujourd'hui*, Laon, 1992, p. 32-33.
- (20) Th. Leroux, M. Lenglen, *l'agriculture dans le département de l'Oise*, Paris 1909, p. 176-177.
- (21) Arch. Dép. Oise, série M. statistiques agricoles.
- (22) Tableau établi à partir des Annuaire de l'Aisne et de la série M des Archives Départementales de l'Ois. Il y a en 1913, 213 sucreries pour la France entière.
- (23) Institut National de la Propriété Industrielle, Brevets français n° 73 395.
- (24) Voir Guy Marival, op. cité, p. 40 à 45 et le Journal des Fabricants de sucre (n du 21 novembre 1867).
- (25) Coret Daniel, La sucrerie raffinée de Vauciennes de 1858 à 1966 : Histoire d'une entreprise familiale, E.H.E.S.S., septembre 1979, p. 44.
- (26) On compte en France 143 râperies en 1878, 108 en 1914 dont 28 dans l'Aisne. La dernière râperie française, celle de Marquillies (Nord) ; dépendant de l'usine de Thumeries a fermé en 1985. Des râperies fonctionnent encore en Belgique.
- (27) Voir Guy Marival, op. cité, p. 48-49.
- (28) Arch. Mun. de Villeneuve-sous-Verberie (déposées à Senlis), 3 F1 et 2 G2.
- (29) Coret Daniel, op. cité, p. 52.
- (30) Institut National de la Propriété Industrielle, Brevets français n 139 265.
- (31) Partiellement détruite pendant la guerre 14-18, l'usine de Charmes reprend son activité dès 1919, mais le capital de la Société Nouvelle des Etablissements Maguin est depuis 1917 contrôlé majoritairement par la Société Séquanaise de Banque. Aujourd'hui, près de soixante ans après la mort d'Alfred Maguin, la Société conserve le

nom de son fondateur et demeure, tout en travaillant aussi pour l'industrie chimique, l'un des premiers fournisseurs de matériel de sucrerie.

(32) Pour reprendre une formule employée par René Fouquier d'Herouel dans le Mémoire qu'il rédige sur son exploitation pour le Concours régional agricole de 1896. (Archives privées, microfilmées avec l'aimable autorisation de M. et Mme Corpel aux Archives de l'Aisne 1 Mi 758).

(33) De Cornois a aussi donné son nom à un type de sac de sucre adopté avant 1914 par nombre de sucreries.

(34) Né à Tracy-le-Val en 1853, Georges Lalouette a succédé en septembre 1881 à son père Frédéric comme gérant de la Société en commandite par actions qui porte son nom. Domicilié à Barbery, il est en outre président du C.A. de la Société anonyme de la sucrerie d'Antilly et fut président du Syndicat des Fabricants

de sucre de France.

(35) Arch. du Tribunal de Commerce de Senlis, sociétés, 1902 à 1905. En fait la société qui arrivait à expiration en 1906 ne fut pas prorogée.

(36) Arch. du Tribunal de Commerce de Senlis, sociétés, 1902 à 1910.

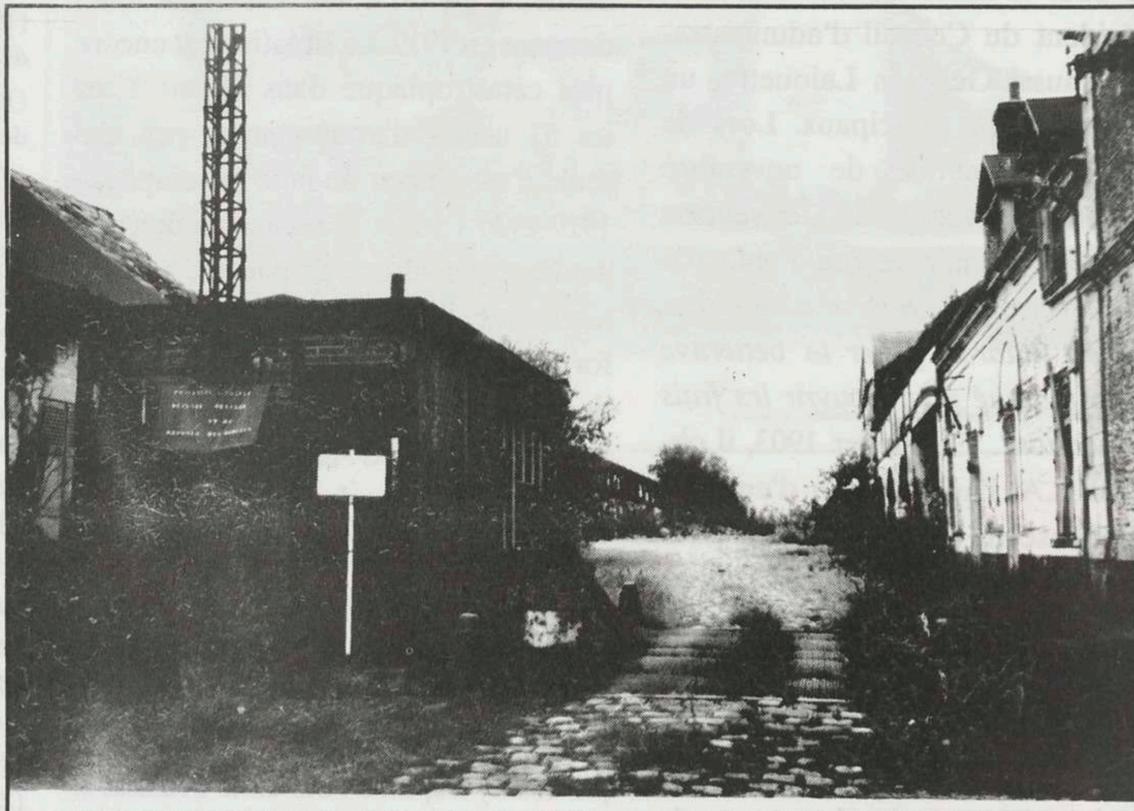
(37) Coret Daniel, op. cité, p. 61 à 70.

(38) Sur la reconstruction après la guerre de 1914-1918, voir Guy Marival, op. cité. p. 60 à 64 et 68 à 69.

ANNEXE :

Il ne reste plus aujourd'hui que quatre sucreries dans le département de l'Oise (Berneuil-sur-Aisne, Bresles, Chevrières et Vauciennes) et six dans l'Aisne (Bucy-le-Long, Origny-Sainte-Benoite, Marle, Maizy, Guignicourt et Vic-sur-Aisne). Les autres ont fermé peu à peu, certaines très récemment (trois dans l'Aisne depuis cinq ans). De nombreux bâtiments ont disparu, certains sont occupés aujourd'hui par d'autres activités industrielles mais quelques sucreries restent à l'abandon, progressivement détruites par le temps et les pillages.

Il est beaucoup question de patrimoine surtout industriel : souhaitons que les vestiges des sucreries bénéficient d'un peu d'attention.



Restes de la sucrerie de Francières, près d'Estrées-St-Denis
(photos J.P. BESSE)

